

L'Europe médiane entre mémoire et histoire

Jean-Pierre Rioux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/3244>

DOI : 10.4000/ries.3244

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 1997

Pagination : 59-65

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jean-Pierre Rioux, « L'Europe médiane entre mémoire et histoire », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 13 | 1997, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/3244> ; DOI : 10.4000/ries.3244

L'Europe médiane entre mémoire et histoire

Jean-Pierre Rioux

Depuis 1992, j'effectue de fréquentes missions, au nom de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, dans la plupart de ces pays fraîchement libérés du communisme qui, étagés entre Baltique, Adriatique et mer Noire, occupent l'espace situé entre terres occidentales et monde russe, et qu'on hésite plus que jamais à dénommer. Pays de l'« ex-Est » ? C'est résiduel et méprisant pour la démocratie qui s'y construit. « Mitteleuropa » est outrageusement germanisant. D'« Europe centrale » ou d'« Europe centrale et orientale » a toujours un relent munichois que ne dissipe pas encore le PECO (« Pays d'Europe centrale et orientale ») des économistes de l'Union européenne. Dans l'embarras du choix et au vu du caractère kaléidoscopique de ce monde dont Milocz ou Kundera ont si bien dit le « complexe géographique », on se résigne donc à parler d'Europe « médiane », puisque les meilleurs chercheurs nous y convient¹. Mais sans jamais pouvoir oublier que dans cet apanage de l'entre-deux, « le deux peut être multiple². » Espaces disputés, temps discontinu, États et institutions perméables, identités imprévues, mémoire par flux et reflux : cette zone d'accumulation et d'intersection, de failles et de marges, est historiquement fascinante par son défaut même de définition qui bouscule notre cartésianisme. La rupture, du coup, y est un vieux tropisme. Et l'histoire, un volontarisme de l'incertitude et une victoire sur la mémoire.

59

La mémoire ravageuse

Vinrent, autour de 1989, l'échec de la *glasnost* qui conduisit l'URSS à passer la main, puis la libération inattendue, sur un fond de velours que nul n'avait imaginé. Les décennies plombées du communisme firent naufrage, sans que personne, y compris les historiens du temps présent, ait pu démêler à chaud quelle était la part d'implosion et d'explosion dans cette mise à mort, quel rôle jouaient les élites contestataires, les apparatchiks avisés, les sociétés en résistance civile à géométrie très variable de Gdansk à Sofia, le tohu-bohu libertaire du

1 L'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris (INALCO) a installé un Centre d'études de l'Europe médiane, dont un récent colloque, au terme d'une recherche sur « Historiographie et instrumentalisation de l'histoire en Europe centrale et orientale dans le processus de transition », est la meilleure introduction à notre sujet : voir Antoine Marès dir., *Histoire et pouvoir en Europe médiane*, Paris, L'Harmattan, 1996.

2 Pour le dernier état géographique de la question, voir V. Rey et R. Brunet, *Europes orientales, Russie, Asie centrale*, dernier volume de la nouvelle *Géographie universelle*, Paris, Belin-Reclus, 1996.

monde environnant, occidentalisé, culturellement conquérant et qui n'eut pas à faire croisade, comme naguère, pour tenter d'abattre la Bête communiste. Pêle-mêle et en caricaturant à peine, il faudra bien peser un jour, à ce propos, les rôles respectifs de la télévision satellisée, du football, du jean pour tous, du post-rock, de l'argent-roi, de « l'Amérique dans les têtes » et de la crise généralisée, surtout chez les jeunes générations, pour tenter de comprendre ces ruptures victorieuses qui ne furent ni des pulsions totalement indigènes, ni des prises de conscience généralisées, ni des révolutions-épurations, ni des prises de pouvoir ordinaires, ni des transitions négociées.

Quoi qu'il en soit, tous ces pays rompirent chemin faisant, avec une détermination très inégale de Varsovie à Tirana et une chronologie d'anticipation qui n'attendit pas toujours la chute du Mur de Berlin et l'abaissement du rideau de fer, le seul lien qui les avait unis : une identification forcée à la cause historique du camp de l'Est, une idéologie lénifiante pour tous, une histoire falsifiée et absurde devenue officielle, une mémoire piétinée et artificiellement gorgée de mythes progressistes, l'amnésie et le mutisme obligés des sociétés et des nations. Archives récentes cadennassées, potage marxiste-léniniste mijoté dans les Académies des sciences et les instituts d'histoire tenus par le parti, règne du manuel unique appris et récité par coeur : la tutelle soviétique, ou pseudo-soviétique en zone « albanaise » ou « titiste », à la fois habilement coulée dans les moules nationaux et si implacablement répressive depuis 1947 en cas de rébellion, sauta ou fut détricotée sans drames majeurs, sans épurations massives, sans solutions de continuité (à l'exception, hélas aussitôt si visible, de l'ex-Yougoslavie) mais aussi sans vraies solutions de remplacement. Leur image communiste ayant volé en éclat, ces pays d'Europe médiane se retrouvèrent nus, face à eux-mêmes, dans le délabrement économique et social que l'on sait. Ils regardèrent dès lors leur passé comme dans un miroir, mais sans parvenir encore à s'y reconnaître.

Ils proclamèrent néanmoins en urgence une triple ambition régénératrice : la démocratie, la libéralisation économique et l'ouverture sur l'extérieur, cette dernière étant entérinée en juin 1993 par le Sommet européen de Copenhague qui promit une union à venir. Ces trois espoirs proclamés sans nuances ni variables de la Baltique aux Balkans, repris pour un temps par l'ex-grand frère soviétique démembré, auto-proclamés depuis belle lurette par l'Ouest en crise, alignaient sans arrière-pensée historique l'ex-« bloc de l'Est » sur la mondialisation en cours et sur le modèle occidental de l'exercice des libertés et du jeu du marché. La valeur et l'apport universels de ces espoirs n'étant plus guère discutables en cette fin de siècle, ils purent passer très légitimement à la fois pour la panacée et de sésame.

C'était trop peu compter sur les mémoires vindicatives et désordonnées des peuples, qui ont troublé sans désenparer cet ordonnancement de l'avenir présenté en termes trop fatals et vite tenu pour trop exogène par les nouveaux

citoyens³. Car dès avant 1989 un travail de gésine avait commencé, toujours au miroir d'identités nationales aspirant à sortir du dénuement et du déni, toujours dans l'assaut de mémoires en souffrance. Tant et si bien qu'entre un avenir abusivement occidentalisé ou à vocation européenne pseudo-unifiante et un présent insupportablement chaotique, économiquement douteux⁴ ou devenant carrément incontrôlable en ex-Yougoslavie, s'est bien vite interposée l'exigence d'une transition convalescente, plus parcellisée, plus indigène, plus fidèle à une vocation propre, gorgée sur-le-champ de mémoire et peu désireuse de renouer un jour avec l'histoire authentique.

Il est impossible de dire ici et même de résumer cette profusion de mémoires réarmées, dont l'activisme demeure sans doute de densité sociale fort inégale mais qui traverse et trahit plus que ne l'avouent tous les décideurs⁵ et, naturellement au premier chef, les historiens et les enseignants d'histoire. Voici plus que jamais une mémoire-histoire mise en scène et passablement mythologique, sommée d'être un substitut aux doutes sur l'identité : un cheminement consensuel de l'intérêt national, une légitimation des appétits territoriaux résurgents et des nouvelles hiérarchies sociales cherchant une autre légitimation que l'argent, un refus de toutes les normalisations. L'historiographie des années 1980, très hétérogène et plus moulée qu'on ne l'imaginait en France dans la matrice nationale, n'a eu qu'à jouer les prolongations pour satisfaire toutes ces ambitions mémorables.

Entre historiens du parti, historiens dissidents et historiens grisâtres du non-engagement ou de l'exotisme érudit pour « périodes » peu conflictuelles (le Moyen Âge, notamment), il n'y a eu ni épuration-revanche, ni franc débat prolongé. Tout au plus un prudent et lent redéploiement des méthodologies, des thèmes d'étude, des rapports de force institutionnels et des plans de carrière individuels, sans que la corporation divisée sache dire assez haut s'il s'agissait désormais d'exhumer les affrontements d'antan, de rechercher dans le passé des références et des modèles identitaires, de perpétuer une histoire politisée et instrumentalisée au service de l'État ou, tout bonnement, de faire et enseigner

61

3 Voir Y. Afanassiev et P. Nora, « Mémoire-Histoire », dans Y. Afanassiev et M. Ferro dir., *50 idées qui ébranlent le monde. Dictionnaire de la glasnost*, Paris, Payot, 1989 ; A. Brossat et al. dir., *A L'Est, la mémoire retrouvée*, Paris, La Découverte, 1990 ; Dossier « Le retour de l'histoire en Europe centrale », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 36, octobre-décembre 1992 ; B. Geremek, « Europe, construire le passé », *Projet*, dossier « Mémoires des peuples », n° 248, décembre 1996.

4 Voir V. Rey dir., *Les nouvelles campagnes de l'Europe centrale orientale*, Paris, CNRS Éditions, 1996 et J. Le Cacheux dir., *Europe, la nouvelle vague. Perspectives économiques de l'élargissement*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

5 L'exemple de la République tchèque est très révélateur car ses dirigeants ne s'accordent pas entre eux sur la valeur à accorder à l'histoire dans le processus : voir A. Marès dir., *op. cit.*, p. 208-209, où V. Havel s'oppose à V. Klaus.

enfin de l'histoire tout court. En ce sens, les historiens ont été les fidèles représentants de sociétés bousculées, désunies, inquiètes et enroutées.

Mais du même coup, sur l'entrefaite, dans ce silence relatif de l'histoire, les mémoires ont eu tout le loisir et ont conquis tout l'espace social utile pour imposer leurs propres logiques⁶. Retour des porteurs des mémoires réprimées ou exilées, regain des objets et des symboles d'antan, drapeaux en tête, déballage sous l'empire de la misère de bribes des mémoires familiales vendues à la brocante (Bucarest ou Varsovie ont longtemps connu ces pseudo-marchés atroces), traces folkloriques et trésors d'art choyés et bradés à la fois, réactivation des hauts-lieux et des drames nationaux les plus sensibles, filets de mémoires juives sans travail de deuil, résurgences en politique de nationalismes brutaux, réveils religieux sans projet, extinction progressive des sursauts mémorables libertaires, à l'instar du *Solidarnosć* de 1980 : tout s'est entremêlé pour légitimer le libre exercice de la mémoire retrouvée après le « mensonge déconcertant » du communisme, tout en installant au passage guérillas revanchardes et résurgences nationales de mauvais souvenir ; pour positiver dans tous les cas un passé qu'on ne pouvait pas encore apurer et qu'on mit au service du meilleur, l'aspiration démocratique, comme du pire, le piège nationaliste.

Ce repli sur les socles originels et sur les résistances à répétition reste assurément une authentique garantie contre l'oubli que toute occidentalisation intempestive aurait pu favoriser, un espoir vivace contre une histoire manipulée par tous les pouvoirs, et le dernier en date compris. Mais bien trop rares sont les Européens « médians » qui considèrent aujourd'hui qu'il faut brûler l'étape mémorielle et qui veulent corriger au plus vite ce retour de la mémoire en travaillant au progrès de l'histoire, pour prendre rendez-vous avec des vérités mieux établies et plus salutaires que ces réminiscences activistes.

Le dénuement paralysant

Il est vrai que le contexte économique et social ne les aide guère. Car le dénuement généralisé – budgétaire, administratif, méthodologique, intellectuel et moral – est même le trait qui frappe le plus l'observateur étranger. A tous les niveaux hiérarchiques du pouvoir sur la recherche historique et l'enseignement de l'histoire, on bute, après l'abandon joyeux de la philosophie soviétique des choses, mais dans la récurrence administrative et mentale des normes bureaucratiques les plus atones, sur l'inquiétude et l'indécision. Celles-ci entretiennent une semi-paralyse dans ce monde de fonctionnaires et d'intellectuels sous-

6 Pour la Pologne, voir A. Achmatowicz, « Le crime de Katyn dans la conscience nationale polonaise », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 31, juillet-septembre 1991 et D. Beauvois, « Être historien en Pologne : les mythes, l'amnésie et la "vérité" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1991. Pour la Roumanie et la Hongrie, voir C. Durandin dir., *L'engagement des intellectuels à l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1994.

payés (le second métier, la mission et le stage salvateurs à l'étranger ou la simple débrouille individuelle et familiale sont la règle), peu considérés et qui, faute de pensée incisive, de surface sociale et d'ardeur médiatique (même si certains d'entre eux ont peuplé pour un temps, presque partout, les allées du pouvoir politique, électif ou non), semblent avoir perdu l'oreille du public cultivé et l'audience de leurs concitoyens attelés, il est vrai, à bien d'autres tâches jugées plus urgentes.

L'enseignement supérieur et la recherche ? Les universités, cadennassées à l'entrée par un examen encore sclérosé qui entérine mécaniquement un *numerus clausus* d'un autre âge, ont grand peine à aménager la liberté qu'elles ont conquise face aux Académies des sciences et aux instituts spécialisés au marxisme défilé, à profiler des cursus rénovés pour leurs étudiants, à repenser les équilibres sous-disciplinaires (l'histoire contemporaine est sous-estimée), à faire vivre des associations de spécialistes moins corporatistes, des programmes de recherche et des carrières moins fragmentés. L'histoire du « mouvement ouvrier » et l'histoire économique sont moribondes, tandis que se réveillent l'histoire religieuse, l'histoire des idées et l'histoire politique et que l'histoire des relations internationales poursuit sur sa lancée, sans que toutefois s'amorcent recompositions et alliances. Ne disons rien de l'état des bibliothèques, des dépôts d'archives, de l'édition scientifique et du coût en devises fortes des livres occidentaux, des conditions du travail quotidien et de la possibilité d'échanges internationaux, pourtant indispensables : la gêne et le repli perdurent, navrés, pudiques et généralisés, même si nombre d'universités des provinces brillent davantage et nouent de meilleurs échanges européens que leurs consœurs des capitales. En bref, le changement idéologique et politique ne s'est jamais donné les moyens d'exprimer à plein les bienfaits de la liberté retrouvée.

63

L'enseignement primaire ? Pris entre la précarité des structures de l'obligation, la pauvreté des maîtres et un absentéisme des élèves pour causes économiques plus fort qu'on ne le dit, il n'a pas pu encore fixer les règles simples de la transmission et de l'identification à travers un enseignement cohérent et incontesté de l'histoire nationale : le bât blesse sur ce point précis où se joue en partie l'avenir et il ne serait pas étonnant que cette question latente devienne prioritaire dans les années à venir. Reste l'enseignement secondaire, toujours malthusien, hésitant à bâtir un tronc commun des « collèges » assez diversifié, cherchant tout juste à établir des filières utiles pour les « lycées », rêvant de rénover un examen final de *maturita* qui est devenu une aléatoire certification généralisée qu'on « passe » entre soi, établissement par établissement. Si l'on ajoute à ce tableau assez gris les efficiences très relatives – pour cause, essentiellement, de routine gestionnaire, de *turn over* de la responsabilité et de bégaiement des ambitions – des ministères de l'Éducation et de la Science (parfois dotés de surcroît de la Jeunesse et des Sports, ou de lambeaux de l'ex-Culture), de leurs directions, de leurs corps d'Inspection et de leurs instituts

pédagogiques, on comprend que l'essentiel survive et se joue au plan local, et moins au niveau « académique » encore fortement bureaucratisé qu'à celui des villes et des établissements, où l'on rencontre la plupart des chefs d'établissement et des enseignants qui n'acceptent pas d'attendre en baissant les bras. En clair, l'enseignement secondaire sort à la fois du monolithique et du monopolistique, se laïcise et se désétatise, se nationalise par la base tout en aspirant à l'échange et aux modèles avec l'extérieur.

C'est dans ce contexte de fait, indécis et souvent indistinct, qu'il faut replacer tous les efforts, transitoires mais déjà positifs, qu'on peut enregistrer et qui corrigent ou nuancent l'impression d'atonie qui peut naître d'un examen trop macroscopique de la multiplicité des cas de figure. En clair, l'affaissement ou l'affadissement des pouvoirs de décision centraux ne préviennent pas l'anarchie larvée, tout en ouvrant de sérieuses marges de manœuvre et en favorisant l'initiative ponctuelle. A toutes les grosses questions qui restent pendantes pour une mise en œuvre correcte d'un enseignement moderne de l'histoire – en vrac : la formation repensée des enseignants, la part respective de l'histoire nationale, européenne et mondiale dans les programmes, l'introduction raisonnée du document, l'usage du manuel, l'assouplissement de la conduite de la classe, la diversification des exercices, l'évaluation et la certification du travail des élèves – j'ai toujours observé pour ma part que l'initiative locale pouvait apporter une réponse ou une esquisse de réponse.

64

Deux exemples m'ont frappé en tous lieux, celui des programmes et celui des manuels. Les programmes officiels, il est vrai toujours promis à une proche révision par des commissions *ad hoc*, restent très encombrés de Daces ancêtres farouches des Roumains, de révoltes paysannes à la sauce Porchnev, de décisifs progrès des sciences et des techniques, de nazisme valet docile du « grand capital » ou de glorieuse Commune de Paris. Mais que se passe-t-il s'ils sont traités dans cet esprit ? Rien, ou peu de choses, par lassitude générale des maîtres et des élèves. S'ils sont enseignés incomplètement ou dans un esprit différent ? Rien d'autre en apparence, mais cette fois l'adhésion complice du professeur, des élèves et de l'établissement, souvent couverte par l'Inspection, favorise ouvertement d'autres navigations.

Pour les manuels, à la fois fétiches, béquilles et souvent seuls outils pédagogiques qui ont surnagé dans la tourmente – l'état des cartes murales, des collections documentaires et des stocks d'images est plus que précaire –, il faut bien enregistrer sans états d'âme que le recours au livre unique à label officiel reste extraordinairement prégnant dans les esprits des professeurs et de toutes les autorités, au point que « changer le manuel » a été partout la première et souvent la seule revendication. Autrement dit : l'histoire peut changer, mais le changement de manuel pourvoiera à tout, sans que quiconque ait à se remettre trop précipitamment en question. Le contexte économique et financier rend toutefois difficile ou impossible – j'allais presque dire heureusement – tout

travail achevé de refonte et de rénovation à l'identique pédagogique, et d'autant plus que les auteurs naguère « spécialistes » du manuel n'entendent pas lâcher la proie pour l'ombre, que les universitaires et les enseignants scrupuleux et compétents exigent d'avoir le temps de mettre à jour leur problématique au moment précis où les autorités politiques restent incapables de formuler une nouvelle « ligne » historique utile à la nation, que les militants de la démocratisation historique ont tenu à plagier trop vite et trop généreusement les manuels occidentaux. Sur cette question au point mort, l'effet de substitution décentralisé peut donc jouer utilement, les rares photocopieuses aidant, en laissant aux enseignants qui en ont le goût le soin de miner expérimentalement tel ou tel chapitre du programme à coup de documents détonnants et de plans intelligents. Certes rien n'est réglé, mais tout peut avancer.

Ce qui frappe toutefois, c'est au bout du compte l'aspect encore presque dérisoire et peu coordonné des efforts significatifs. L'écart entre l'ampleur de l'enjeu et le balbutiement de l'initiative est partout patent. Car l'urgence est toujours là : comment, après avoir mis à mal toute mémoire officielle, pourrait-on fonder derechef dans ces pays une mémoire constitutive de l'identité sociale et nationale sans passer par une recherche d'histoire scientifique et un enseignement de l'histoire intellectuellement et pédagogiquement au net, qui seuls donneront aux nouvelles générations, si souvent errantes ou fascinées par les modèles occidentaux, un héritage vrai et le goût authentique d'un avenir plausible ?

65

*
**

Un mot encore, sans vouloir conclure. Là comme ailleurs, le temps va faire son œuvre et je ne doute pas que l'accumulation des signes favorables ne parvienne à débloquent une situation plus indécise que noire, et assurément plus riche que ne le laisse à penser la gêne générale. L'Europe médiane a toutes chances, pour peu que la situation économique et politique s'améliore, et en comptant sur ses propres forces, de pouvoir régler son compte à son passé en enseignant bientôt une histoire vivante et vraie. Cette certitude ne nous dispense pas d'avoir à lui dire aussi que, parfois, comparaison vaut raison et que, surtout, la France a de si lourdes dettes historiques envers ces pays où la francophonie et la francophilie de démocratie puis de résistance au totalitarisme n'ont pas été de vains mots, qu'elle entend payer à sa manière certains arriérés par une franche politique de coopération intellectuelle et éducative. J'ai la faiblesse de penser que l'injection, même à faible dose, de savoir-faire et de vigueur historiques à la française dans les systèmes éducatifs de tous ces pays, par le canal de sections bilingues dans le secondaire et par celui de filières francophones dans la supérieure, est de bonne politique et de bon exemple. Sans condescendance, en vraie amitié et droit sur l'avenir.